

Webinaire du Fonds monétaire international et de la Banque de France :

28 octobre 2020 de 14h30 à 16h00 (heures de Paris)

Présentation du *Rapport sur les Perspectives économiques régionales – Afrique et du Rapport annuel des Coopérations monétaires Afrique-France*

Ce webinaire était composé de trois parties :

1. Présentations des rapports :

- [Présentation](#) par le Fonds monétaire international (C. Allen) du [Rapport sur les perspectives économiques en Afrique subsaharienne](#).
- [Présentation](#) par la Banque de France (V. Fleuriet) du [Rapport annuel des Coopérations monétaires Afrique-France](#).
- Interventions des chefs de mission du FMI pour la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (J. Toujas-Bernate), pour l'Union économique et monétaire ouest-africaine (L. Eyraud) et pour l'Union des Comores (H. Weisfeld)

2. Table ronde : l'Afrique subsaharienne face à la pandémie de Covid-19 : 30 min

Présentation par le modérateur P. Guillaumont (Fondation pour les études et recherches sur le développement international).

Débat avec les panelistes : Fonds monétaire international (B. Yontcheva), Banque de France (B. Cabrillac) et Direction générale du Trésor français (P. Teboul) et Organisation de coopération et de développement économiques (A. Minsat).

Patrick Guillaumont

Le choc épidémiologique a été moindre en Afrique par rapport à ce que ce qu'on pouvait craindre au départ. Cependant, s'il doit y avoir une reprise de la pandémie, il conviendra de voir si les atouts de l'Afrique (climat, jeunesse de la population, immunisation relative...) vont à nouveau jouer et épargner en partie le continent.

Si le choc épidémiologique direct est resté limité, le choc économique a été très fort en Afrique et le continent a été impacté via de multiples canaux : chute du prix des matières premières, des volumes des exportations, des recettes touristiques, des transferts des migrants...

Comme le montrent les travaux de la FERDI, les conséquences sociales et sanitaires de la récession économique sont beaucoup plus élevées que dans les pays développés, du fait de l'importance des populations vulnérables, vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Un accroissement de mortalité est à craindre principalement du fait de l'appauvrissement économique.

Les structures sociales et politiques constituent un facteur de fragilité supplémentaire pour l'avenir. Les risques de conflit ou de crise sociale dus à cette récession sont importants.

Les travaux de la FERDI relatifs à l'effet à long terme des régimes de change fixes en vigueur en UEMOA, CEMAC et Union des Comores, notamment sur la pauvreté, ont été présentés dans le contexte de la crise actuelle dans le rapport annuel des Coopérations monétaires Afrique-France.

Bruno Cabrillac

- Même si l'impact direct de la pandémie est à ce jour plus faible et que le recul du PIB est plus limité en général en Afrique subsaharienne, l'impact sur le PIB par tête, qui a été souligné par le FMI donne une meilleure idée de l'ampleur des conséquences de la crise.
- Surtout, la crise risque d'avoir des conséquences à long terme plus dramatiques en Afrique subsaharienne, car l'accélération de la dynamique de développement des deux dernières décennies est interrompue, voire partiellement remise en cause.
- Une illustration frappante en est l'impact considérable de la crise économique sur la pauvreté absolue en Afrique qui va entraîner une augmentation très forte de la malnutrition, or, la malnutrition a des effets sur plusieurs décennies et, plus généralement, l'inversion des tendances sur la pauvreté peut également avoir des effets sur le très long terme.
- Nécessité d'un soutien international fort pour améliorer d'urgence les systèmes de santé : en cas de seconde vague, un système de santé solide permet d'éviter de prendre des mesures de confinement trop néfastes pour l'économie et pour la pauvreté.
- Soutien en liquidités : ce soutien n'a pas manqué en réponse à la crise mais il a été assumé principalement par les organisations multilatérales, notamment par le FMI, la question de la pérennité de ce soutien dans une hypothèse d'allongement de la crise est donc posée. Le FMI a donné le chiffre de besoin de financement résiduel de 900 milliards d'USD qui illustre ces difficultés.
- Nécessité de soutenir les réformes structurelles, pour limiter les effets de la crise sur la dynamique de développement : il faut de l'assistance technique mais surtout des soutiens financiers à ces réformes, dans le cadre de programmes FMI. La qualité de la dépense publique, notamment en matière d'investissement, est essentielle.

Boriana Yontcheva

Les pays ont agi rapidement en mettant en place des mesures pour assurer la subsistance des populations mais avec des capacités et des ressources moins importantes que celles des pays avancés : les pays avancés peuvent s'endetter à des taux d'intérêt très bas, alors que les pays africains ont peu accès aux marchés financiers ou alors à des taux élevés. Il faut trouver un équilibre entre i) des politiques budgétaires expansives nécessaires pour protéger les économies et les populations et le soutien de la viabilité de la dette ; ii) un soutien à la croissance et la crédibilité extérieure... Il est ainsi difficile pour les pays africains de maintenir la stabilité macroéconomique tout en prenant les mesures nécessaires pour faire face à la crise.

Dans ce contexte, le soutien financier de la communauté internationale est essentiel. Le soutien financier du FMI a été très important et une coopération étroite entre les pays bénéficiaires et le Fonds a été mise en place afin d'assurer un bon usage des fonds. Le besoin de financement demeure considérable. La région devrait avoir accès à davantage de dons, de prêts concessionnels.

Paul Teboul

La DGT partage le diagnostic fait par les différents intervenants sur l'impact inédit de la crise, le risque qu'elle représente en raison de son impact durable sur la croissance africaine et sur la nécessité d'une réponse internationale à travers les IFIs, mais aussi les bailleurs officiels et le secteur privé.

L'essentiel des préoccupations côté DGT a visé à répondre dans l'urgence au problème de liquidité. L'apport du FMI et de la BM a été décisif. En complément, la DSSI s'est adressée aux pays IDA et PMA pour leur permettre de consacrer leurs ressources à la réponse à la crise sanitaire. La DSSI a été

reconduite pour 6 mois supplémentaires : il s'agit de se donner le temps de traiter la question de la soutenabilité. L'enjeu est celui du financement du développement africain.

L'annonce du Président de la République d'un sommet sur le financement des économies africaines d'ici fin mai 2021 vise à alimenter le débat sur les questions suivantes : Comment rétablir la soutenabilité de la dette ? Comment s'assurer de la bonne utilisation des marges dégagées ? Comment les bailleurs peuvent-ils contribuer à accroître les financements publics et privés aux pays africains ?

Il faut également réfléchir en parallèle sur l'amélioration de l'attractivité des économies africaines : Quel impact des mesures de confinement sur les PME et TPE ? C'est aussi par le développement du secteur privé qu'on peut rétablir une trajectoire de croissance dynamique. Un instrument essentiel à cet égard est l'amélioration du climat des affaires. Le secteur privé peut également participer au financement des infrastructures (PPP ou concessions).

La DGT salue le débat technique en lien avec l'ouvrage de la Ferdi sur les régimes de change, qui interroge les avantages et inconvénients des différents régimes de change et leur impact en termes de pauvreté.

Arthur Minsat

L'insuffisance des financements du développement en Afrique (effort fiscal, flux externes) s'est fortement aggravée avec la crise, avec un recul anticipé de 10 % de la part des recettes fiscales dans le PIB en 2020 et une diminution attendue des transferts de fonds, et investissements directs étrangers. Déjà de 2010 à 2018, les fonds pour le financement du développement par tête avaient baissé de 18 % pour les recettes domestiques et de 5 % pour les flux financiers extérieurs. Les déficits budgétaires vont probablement doubler en 2020. Cette crise a un impact sur le développement, notamment la malnutrition : selon le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, en mai 2020, 17 millions de personnes dans les pays du Sahel étaient malnutries lors de la période de soudure (commencement des récoltes).

La question de la restructuration de la dette se pose avec acuité et de manière différente que dans le passé en raison de l'augmentation de la dette privée (24 % en 2008 vs. 34 % en 2018), de l'augmentation des créanciers non traditionnels, en particulier la Chine. Une partie importante de cette dette est non déclarée (jusqu'à 50 % de l'encours de la dette de certains pays). Les pays peuvent s'armer contre ces risques grâce à la transparence, comme l'Égypte qui a mené des réformes pour émettre des obligations souveraines pendant la crise, ou le Botswana qui a gardé sa note A en engageant les agences de notations.

L'aide publique au développement est clé dans ce contexte. L'APD représentait plus de 50 % des apports financiers extérieurs pour tous les PMA d'Afrique. Pour 13 des PMA, l'APD représente 10 % du PIB et pour la RCA, la Somalie et le Soudan du Sud, ce chiffre est de 25 % du PIB. La solidarité internationale est essentielle mais insuffisante pour faire face à l'ampleur de la crise, l'OCDE prévoyant une diminution globale de l'APD de 11 à 14 milliards USD en 2020 si l'APD était simplement maintenue en pourcentage du RNB. Le volume de l'APD pourrait être affecté en 2021 lorsque les nouveaux budgets nationaux seront alloués.

Des mesures supplémentaires doivent être prises pour approfondir la solidarité internationale : par exemple, sous l'impulsion du G20, le FMI pourrait créer une nouvelle allocation de DTS (d'1 milliard USD supplémentaires) pour accroître les capacités nationales à endiguer les crises de balance des paiements. Relancer les politiques de financement des banques multilatérales de développement (via les banques régionales africaines notamment) pourrait libérer 1 300 milliards USD par rapport aux niveaux actuels d'environ 450 milliards USD.

Concernant les politiques de relances, les politiques budgétaires devront jouer un rôle essentiel, notamment en accompagnant la relance monétaire. Pour quatre pays, 84 % de la relance était de l'injection de liquidité par la banque centrale comparé à 16 % de soutien budgétaire. Ces politiques budgétaires devront être séquencées pour ne pas bloquer la relance, alors que le ratio dette sur PIB stagne à 16,8 % du PIB pour 30 pays d'Afrique d'après notre rapport [Statistiques des recettes publiques en Afrique](#).

La transformation digitale jouera un rôle important, notamment pour la création d'emplois, d'après le rapport [Dynamiques du Développement en Afrique](#) que publieront bientôt le Centre de développement de l'OCDE et l'Union africaine. Connecter les villes intermédiaires africaines à la transformation digitale pourra régénérer les chaînes de valeur régionales et l'interface rural-urbain, où 73 % des africains continueront de vivre d'ici 2040. Équiper les entreprises pour participer aux chaînes de valeur numériques leur permettra d'augmenter leurs exportations et créer plus d'emplois. Adapter les marchés du travail sera indispensable tant pour l'acquisition de compétences de qualité, que pour la régulation et la protection sociale des travailleurs informels. Enfin, la digitalisation appelle à approfondir la coopération continentale et régionale pour mettre en œuvre, faire le suivi et évaluer les stratégies de digitalisation en vue de la diversification des économies.

3. Questions réponses

- *Mobilisation des ressources domestiques, politique budgétaire et soutenabilité de la dette*

Boriana Yontcheva

La pandémie a propulsé les niveaux d'endettement vers de nouveaux sommets. A priori aucune crise globale de la dette n'est survenue mais il est important de prendre des mesures avant une défaillance. S'agissant de la dette croissante à l'égard de créanciers hors Club de Paris, il convient de renforcer les dispositions contractuelles, de promouvoir la transparence de la dette et d'encourager les créanciers privés à participer à l'effort de restructuration. Il importe d'élargir l'architecture financière internationale au-delà des interlocuteurs habituels.

Bruno Cabrillac

Sur la mobilisation des ressources domestiques, il est nécessaire d'aller au-delà de la mobilisation des recettes fiscales pour engager une meilleure mobilisation des ressources internes. La mobilisation de l'épargne des ménages passe par une meilleure protection de l'épargne et une amélioration du secteur financier, afin de permettre de financer l'investissement à long terme.

- *Attractivité des flux privés pour faire face aux besoins de financement et équilibre entre augmentation des flux privés et soutenabilité de la dette*

Arthur Minsat

Il convient d'accroître l'attractivité de l'Afrique pour les investisseurs privés afin de contrer le tassement des flux privés dans les infrastructures et la digitalisation et de relayer les plans de relance budgétaire, notamment en accroissant les coopérations entre États et l'intégration régionale. À noter l'intérêt de développer les alliances public/privé et le rôle important des acteurs européens dans le cadre des programmes d'aide.

Bruno Cabrillac

Il y a un équilibre très difficile à trouver concernant les flux privés : il importe de maintenir des flux privés nets positifs nécessaires pour financer le *gap* de financement des prochaines années, et en même temps de trouver le moyen que la restructuration de la dette soit partagée de manière équitable entre tous les créanciers. Des formules innovantes sont à imaginer pour maintenir des flux de financement privés vers des pays qui doivent restructurer leur dette et le faire de manière préventive.

- *Impact de la crise sur la pauvreté*

Bruno Cabrillac

Cette crise a un impact considérable à la fois en termes de PIB et de répartition des pertes de PIB. L'impact de la crise actuelle est bien plus fort que lors de la crise de 2008 ; qui avait en grande partie épargné l'Afrique en raison de la marginalisation du continent dans les grandes chaînes de valeur mondiales et les flux financiers mondiaux.